

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 26 mars 2013

relative à la détermination des allocations annuelles de quotas d'émission des États membres pour la période 2013-2020 conformément à la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil

[notifiée sous le numéro C(2013) 1708]

(2013/162/UE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la décision n° 406/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à l'effort à fournir par les États membres pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre afin de respecter les engagements de la Communauté en matière de réduction de ces émissions jusqu'en 2020 <sup>(1)</sup>, et notamment son article 3, paragraphe 2, quatrième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Les émissions de gaz à effet de serre provenant des installations couvertes par la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil <sup>(2)</sup>, telles qu'établies à partir du registre de l'Union, des décisions de la Commission, des plans nationaux d'allocation de quotas et de la correspondance officielle entre la Commission et les États membres respectifs, constituent des données d'émission vérifiées, au sens de l'article 3, paragraphe 2, quatrième alinéa, de la décision n° 406/2009/CE.
- (2) Les données relatives aux émissions totales de gaz à effet de serre provenant des gaz et des activités définis à l'article 2, paragraphe 1, de la décision n° 406/2009/CE, présentées en 2012 en vertu de la décision n° 280/2004/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 relative à un mécanisme pour surveiller les émissions de gaz à effet de serre dans la Communauté et mettre en œuvre le protocole de Kyoto <sup>(3)</sup>, et établies à la suite du premier examen réalisé par la Commission, en 2012, conformément aux lignes directrices relatives à l'examen technique de 2012 des inventaires des émissions de gaz à effet de serre <sup>(4)</sup>, constituent des données d'émission actualisées pour les années 2005, 2008, 2009 et 2010, au sens de l'article 3, paragraphe 2, quatrième alinéa, de la décision n° 406/2009/CE.
- (3) Afin de garantir la cohérence entre la détermination des allocations annuelles de quotas d'émission et les émissions de gaz à effet de serre déclarées pour chaque année, les allocations annuelles de quotas d'émission des États membres devraient être calculées en appliquant également les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire (PRP) qui figurent dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC, adopté par la décision 15/CP.17.

L'allocation annuelle de quotas d'émission ainsi calculée devrait s'appliquer à compter de la première année pour laquelle la notification des inventaires des gaz à effet de serre établis à l'aide de ces nouvelles valeurs du potentiel de réchauffement planétaire devient obligatoire, en vertu de l'article 3 de la décision n° 280/2004/CE.

- (4) Les données consignées à l'heure actuelle dans les inventaires nationaux des gaz à effet de serre, ainsi que dans les registres nationaux et dans celui de l'Union, ne permettent pas de déterminer, au niveau des États membres, les émissions de CO<sub>2</sub> de l'aviation civile qui ne sont pas couvertes par la directive 2003/87/CE. Les émissions de CO<sub>2</sub> provenant des vols non couverts par la directive 2003/87/CE ne représentent qu'une très faible proportion de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre, et la collecte d'informations complémentaires sur ces émissions créerait une charge administrative disproportionnée. Par conséquent, il convient de considérer la quantité d'émissions de CO<sub>2</sub> relevant de la catégorie «1.A.3.A Aviation civile» de l'inventaire comme étant égale à zéro aux fins de la détermination des allocations annuelles de quotas d'émission.
- (5) Les allocations annuelles de quotas d'émission d'un État membre pour l'année 2020 devraient être calculées en déduisant les émissions vérifiées de gaz à effet de serre provenant des installations qui existaient en 2005 des émissions actualisées de gaz à effet de serre pour l'année 2005 et en ajustant le résultat à l'aide du pourcentage indiqué à l'annexe II de la décision n° 406/2009/CE.
- (6) La quantité d'émissions vérifiées de gaz à effet de serre provenant des installations devrait être déterminée comme suit:
  - pour les États membres qui ont participé au système d'échange de quotas d'émission dès 2005: la quantité d'émissions des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2005, corrigée pour tenir compte, d'une part, de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre des installations qui ont été incluses dans le système d'échange de quotas d'émission ou exclues dudit système entre 2008 et 2012 en raison d'une adaptation du champ d'application mise en œuvre par les États membres, et d'autre part, de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre des installations exclues temporairement du système d'échange de quotas d'émission en 2005, mais pas exclues entre 2008 et 2012,
  - pour les États membres qui ont participé au système d'échange de quotas d'émission à partir de 2007: la quantité d'émissions de gaz à effet de serre des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2007,

<sup>(1)</sup> JO L 140 du 5.6.2009, p. 136.

<sup>(2)</sup> JO L 275 du 25.10.2003, p. 32.

<sup>(3)</sup> JO L 49 du 19.2.2004, p. 1.

<sup>(4)</sup> SWD(2012)107 du 26.4.2012.

- pour les États membres qui participent au système d'échange de quotas d'émission à partir de 2013: la quantité d'émissions de gaz à effet de serre des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2005 (telle que déclarée par l'État membre concerné et réexaminée par la Commission).
- (7) Pour l'année 2009, la quantité moyenne d'émissions de gaz à effet de serre d'un État membre ayant une limite positive d'émissions de gaz à effet de serre en vertu de l'annexe II de la décision n° 406/2009/CE devrait être calculée en déduisant la quantité moyenne d'émissions vérifiées de gaz à effet de serre provenant des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2008, en 2009 et en 2010 dans l'État membre concerné de la moyenne de ses émissions totales actualisées de gaz à effet de serre pour les années 2008, 2009 et 2010.
- (8) Pour les années 2013 à 2019, l'allocation annuelle de quotas d'émission d'un État membre ayant une limite positive d'émissions de gaz à effet de serre en vertu de l'annexe II de la décision n° 406/2009/CE devrait être établie suivant une trajectoire linéaire, à partir de la moyenne des émissions de gaz à effet de serre de cet État membre en 2009 et jusqu'à la détermination de son allocation annuelle de quotas d'émission pour 2020.
- (9) Pour l'année 2013, l'allocation annuelle de quotas d'émission d'un État membre ayant une limite négative d'émissions de gaz à effet de serre en vertu de l'annexe II de la décision n° 406/2009/CE devrait être calculée en déduisant la quantité moyenne d'émissions vérifiées de gaz à effet de serre provenant des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2008, en 2009 et en 2010 dans l'État membre concerné de la moyenne de ses émissions totales actualisées de gaz à effet de serre pour les années 2008, 2009 et 2010.
- (10) Pour les années 2014 à 2019, l'allocation annuelle de quotas d'émission d'un État membre ayant une limite négative d'émissions de gaz à effet de serre en vertu de l'annexe II de la décision n° 406/2009/CE devrait être définie suivant une trajectoire linéaire, à partir de l'allocation annuelle d'émissions de cet État membre pour 2013 et jusqu'à la détermination de son allocation annuelle de quotas d'émissions pour l'année 2020.
- (11) Les émissions vérifiées de gaz à effet de serre des installations unilatéralement incluses dans le système d'échange de quotas d'émission conformément à l'article 24 de la directive 2003/87/CE au cours de la période de 2008 à 2012 ne devraient pas être comptabilisées dans la quantité moyenne d'émissions vérifiées de gaz à effet de serre provenant des installations couvertes par la directive 2003/87/CE en 2008, en 2009 et en 2010, car cela entraînerait un double comptage des émissions de gaz à effet de serre lors des futurs ajustements des allocations annuelles de quotas d'émission en vertu de l'article 10 de la décision n° 406/2009/CE.
- (12) Étant donné l'adhésion prochaine de la Croatie à l'Union, son allocation annuelle de quotas d'émission pour chaque année de la période 2013-2020 devrait être déterminée en utilisant la même méthode que pour les autres États membres. Ces valeurs devraient s'appliquer à compter de la date d'adhésion de la Croatie.
- (13) Du fait de l'adoption, par le Conseil européen, de la décision 2012/419/UE du 11 juillet 2012 modifiant le statut à l'égard de l'Union européenne de Mayotte<sup>(1)</sup> à compter de 2014, les allocations annuelles de quotas d'émission pour la France à partir de 2014 sont calculées en tenant compte des émissions pertinentes actualisées de gaz à effet de serre.
- (14) Les mesures prévues à la présente décision sont conformes à l'avis du comité du changement climatique,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

Les allocations annuelles de quotas d'émission de chaque État membre pour chaque année de la période 2013-2020 figurent à l'annexe I et s'appliquent sous réserve de tout ajustement publié en vertu de l'article 10 de la décision n° 406/2009/CE.

*Article 2*

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, dans le cas où un acte adopté en vertu de l'article 3 de la décision n° 280/2004/CE prévoit que les États membres présentent des inventaires des émissions de gaz à effet de serre établis à l'aide des valeurs de potentiel de réchauffement planétaire figurant dans le 4<sup>e</sup> rapport d'évaluation du GIEC adopté par la décision 15/CP.17 de la conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, les allocations annuelles de quotas d'émission déterminées à l'annexe II s'appliquent à compter de la première année pour laquelle la notification des inventaires des gaz à effet de serre devient obligatoire.

*Article 3*

Les allocations annuelles de quotas d'émission pour la Croatie déterminées à l'annexe I s'appliquent à compter de la date d'entrée en vigueur du traité d'adhésion de la Croatie.

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 26 mars 2013.

*Par la Commission*

Connie HEDEGAARD

*Membre de la Commission*

<sup>(1)</sup> JO L 204 du 31.7.2012, p. 131.

## ANNEXE I

**Allocations annuelles de quotas d'émission de gaz à effet de serre des États membres pour la période 2013-2020,  
calculées en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire figurant dans le deuxième rapport  
d'évaluation du GIEC**

| Pays               | Allocation annuelle de quotas d'émission<br>(en tonnes équivalent-dioxyde de carbone) |             |             |             |             |             |             |             |
|--------------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                    | 2013  | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        |
| Belgique           | 81 206 753  | 79 635 010  | 78 063 267  | 76 491 523  | 74 919 780  | 73 348 037  | 71 776 293  | 70 204 550  |
| Bulgarie           | 27 308 615  | 27 514 835  | 27 721 056  | 27 927 276  | 28 133 496  | 28 339 716  | 28 545 936  | 28 752 156  |
| République tchèque | 63 569 006  | 64 248 654  | 64 928 302  | 65 607 950  | 66 287 597  | 66 967 245  | 67 646 893  | 68 326 541  |
| Danemark           | 35 873 692  | 34 996 609  | 34 119 525  | 33 242 442  | 32 365 359  | 31 488 276  | 30 611 193  | 29 734 110  |
| Allemagne          | 487 095 510   | 480 020 642 | 472 945 774 | 465 870 905 | 458 796 037 | 451 721 169 | 444 646 301 | 437 571 432 |
| Estonie            | 6 111 145   | 6 133 644   | 6 156 143   | 6 178 641   | 6 201 140   | 6 223 639   | 6 246 137   | 6 268 636   |
| Irlande            | 45 163 667  | 44 066 074  | 42 968 480  | 41 870 887  | 40 773 293  | 39 675 700  | 38 578 106  | 37 480 513  |
| Grèce              | 58 909 882  | 59 158 791  | 59 407 700  | 59 656 609  | 59 905 518  | 60 154 427  | 60 403 336  | 60 652 245  |
| Espagne            | 228 883 459   | 226 977 713 | 225 071 967 | 223 166 221 | 221 260 475 | 219 354 728 | 217 448 982 | 215 543 236 |
| France             | 397 926 454   | 393 291 390 | 388 254 953 | 383 218 516 | 378 182 079 | 373 145 642 | 368 109 206 | 363 072 769 |
| Croatie            | 20 596 027  | 20 761 917  | 20 927 807  | 21 093 696  | 21 259 586  | 21 425 476  | 21 591 366  | 21 757 255  |
| Italie             | 310 124 250   | 308 146 930 | 306 169 610 | 304 192 289 | 302 214 969 | 300 237 649 | 298 260 329 | 296 283 008 |
| Chypre             | 5 552 863   | 5 547 275   | 5 541 687   | 5 536 100   | 5 530 512   | 5 524 924   | 5 519 336   | 5 513 749   |
| Lettonie           | 9 005 483   | 9 092 810   | 9 180 137   | 9 267 464   | 9 354 791   | 9 442 119   | 9 529 446   | 9 616 773   |
| Lituanie           | 16 661 613  | 16 941 467  | 17 221 321  | 17 501 174  | 17 781 028  | 18 060 882  | 18 340 736  | 18 620 590  |
| Luxembourg         | 9 737 871   | 9 535 962   | 9 334 053   | 9 132 144   | 8 930 235   | 8 728 326   | 8 526 417   | 8 324 508   |
| Hongrie            | 49 291 591  | 50 388 303  | 51 485 014  | 52 581 726  | 53 678 437  | 54 775 149  | 55 871 861  | 56 968 572  |
| Malte              | 1 113 574   | 1 112 781   | 1 111 988   | 1 111 195   | 1 110 402   | 1 109 609   | 1 108 816   | 1 108 023   |
| Pays-Bas           | 121 835 387   | 119 628 131 | 117 420 874 | 115 213 617 | 113 006 361 | 110 799 104 | 108 591 847 | 106 384 590 |
| Autriche           | 53 598 131  | 53 032 042  | 52 465 953  | 51 899 864  | 51 333 775  | 50 767 686  | 50 201 597  | 49 635 508  |
| Pologne            | 197 978 330   | 198 929 081 | 199 879 833 | 200 830 584 | 201 781 336 | 202 732 087 | 203 682 838 | 204 633 590 |
| Portugal           | 47 653 190  | 47 920 641  | 48 188 091  | 48 455 541  | 48 722 992  | 48 990 442  | 49 257 893  | 49 525 343  |
| Roumanie           | 79 108 341  | 80 681 687  | 82 255 034  | 83 828 380  | 85 401 727  | 86 975 074  | 88 548 420  | 90 121 767  |
| Slovénie           | 11 890 136  | 11 916 713  | 11 943 289  | 11 969 866  | 11 996 442  | 12 023 018  | 12 049 595  | 12 076 171  |
| Slovaquie          | 25 095 979  | 25 413 609  | 25 731 240  | 26 048 870  | 26 366 500  | 26 684 130  | 27 001 761  | 27 319 391  |
| Finlande           | 32 732 387  | 32 232 553  | 31 732 719  | 31 232 885  | 30 733 051  | 30 233 217  | 29 733 383  | 29 233 549  |
| Suède              | 42 526 869  | 41 863 309  | 41 199 748  | 40 536 188  | 39 872 627  | 39 209 066  | 38 545 506  | 37 881 945  |
| Royaume-Uni        | 350 411 692   | 346 031 648 | 341 651 604 | 337 271 559 | 332 891 515 | 328 511 471 | 324 131 426 | 319 751 382 |

## ANNEXE II

**Allocations annuelles de quotas d'émission de gaz à effet de serre des États membres pour la période 2013-2020, calculées en appliquant les valeurs du potentiel de réchauffement planétaire figurant dans le quatrième rapport d'évaluation du GIEC**

| Pays               | Allocation annuelle de quotas d'émission<br>(en tonnes équivalent-dioxyde de carbone) |             |             |             |             |             |             |             |
|--------------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|                    | 2013  | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        |
| Belgique           | 82 376 327  | 80 774 027  | 79 171 726  | 77 569 425  | 75 967 124  | 74 364 823  | 72 762 523  | 71 160 222  |
| Bulgarie           | 28 661 817  | 28 897 235  | 29 132 652  | 29 368 070  | 29 603 488  | 29 838 906  | 30 074 324  | 30 309 742  |
| République tchèque | 65 452 506  | 66 137 845  | 66 823 185  | 67 508 524  | 68 193 864  | 68 879 203  | 69 564 542  | 70 249 882  |
| Danemark           | 36 829 163  | 35 925 171  | 35 021 179  | 34 117 187  | 33 213 195  | 32 309 203  | 31 405 210  | 30 501 218  |
| Allemagne          | 495 725 112   | 488 602 056 | 481 479 000 | 474 355 944 | 467 232 888 | 460 109 832 | 452 986 776 | 445 863 720 |
| Estonie            | 6 296 988   | 6 321 312   | 6 345 636   | 6 369 960   | 6 394 284   | 6 418 608   | 6 442 932   | 6 467 256   |
| Irlande            | 47 226 256  | 46 089 109  | 44 951 963  | 43 814 816  | 42 677 670  | 41 540 523  | 40 403 377  | 39 266 230  |
| Grèce              | 61 003 810  | 61 293 018  | 61 582 226  | 61 871 434  | 62 160 642  | 62 449 850  | 62 739 057  | 63 028 265  |
| Espagne            | 235 551 490   | 233 489 390 | 231 427 291 | 229 365 191 | 227 303 091 | 225 240 991 | 223 178 891 | 221 116 791 |
| France             | 408 762 813   | 403 877 606 | 398 580 044 | 393 282 481 | 387 984 919 | 382 687 356 | 377 389 794 | 372 092 231 |
| Croatie            | 21 196 005  | 21 358 410  | 21 520 815  | 21 683 221  | 21 845 626  | 22 008 031  | 22 170 436  | 22 332 841  |
| Italie             | 317 768 849   | 315 628 134 | 313 487 419 | 311 346 703 | 309 205 988 | 307 065 273 | 304 924 558 | 302 783 843 |
| Chypre             | 5 919 071   | 5 922 555   | 5 926 039   | 5 929 524   | 5 933 008   | 5 936 493   | 5 939 977   | 5 943 461   |
| Lettonie           | 9 279 248   | 9 370 072   | 9 460 897   | 9 551 721   | 9 642 546   | 9 733 370   | 9 824 194   | 9 915 019   |
| Lituanie           | 17 153 997  | 17 437 556  | 17 721 116  | 18 004 675  | 18 288 235  | 18 571 794  | 18 855 354  | 19 138 913  |
| Luxembourg         | 9 814 716   | 9 610 393   | 9 406 070   | 9 201 747   | 8 997 423   | 8 793 100   | 8 588 777   | 8 384 454   |
| Hongrie            | 50 796 264  | 51 906 630  | 53 016 996  | 54 127 362  | 55 237 728  | 56 348 094  | 57 458 460  | 58 568 826  |
| Malte              | 1 168 514   | 1 166 788   | 1 165 061   | 1 163 334   | 1 161 608   | 1 159 881   | 1 158 155   | 1 156 428   |
| Pays-Bas           | 125 086 859   | 122 775 394 | 120 463 928 | 118 152 462 | 115 840 997 | 113 529 531 | 111 218 065 | 108 906 600 |
| Autriche           | 54 643 228  | 54 060 177  | 53 477 125  | 52 894 074  | 52 311 023  | 51 727 971  | 51 144 920  | 50 561 869  |
| Pologne            | 204 579 390   | 205 621 337 | 206 663 283 | 207 705 229 | 208 747 175 | 209 789 121 | 210 831 068 | 211 873 014 |
| Portugal           | 49 874 317  | 50 139 847  | 50 405 377  | 50 670 907  | 50 936 437  | 51 201 967  | 51 467 497  | 51 733 027  |

| Pays        | Allocation annuelle de quotas d'émission<br>(en tonnes équivalent-dioxyde de carbone) |             |             |             |             |             |             |             |
|-------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
|             | 2013  | 2014        | 2015        | 2016        | 2017        | 2018        | 2019        | 2020        |
| Roumanie    | 83 080 513  | 84 765 858  | 86 451 202  | 88 136 547  | 89 821 891  | 91 507 236  | 93 192 581  | 94 877 925  |
| Slovénie    | 12 278 677  | 12 309 309  | 12 339 941  | 12 370 573  | 12 401 204  | 12 431 836  | 12 462 468  | 12 493 100  |
| Slovaquie   | 25 877 815  | 26 203 808  | 26 529 801  | 26 855 793  | 27 181 786  | 27 507 779  | 27 833 772  | 28 159 765  |
| Finlande    | 33 497 046  | 32 977 333  | 32 457 619  | 31 937 905  | 31 418 191  | 30 898 477  | 30 378 764  | 29 859 050  |
| Suède       | 43 386 459  | 42 715 001  | 42 043 544  | 41 372 087  | 40 700 630  | 40 029 172  | 39 357 715  | 38 686 258  |
| Royaume-Uni | 358 980 526   | 354 455 751 | 349 930 975 | 345 406 200 | 340 881 425 | 336 356 649 | 331 831 874 | 327 307 099 |